

PENSER L'APRES: INCLUSION VS EXCLUSION; LA NOUVELLE DEFINITION DES FRONTIERES A L'ERE DE L'IA, DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DES PANDEMIES

Amira Kaddour

▶ To cite this version:

Amira Kaddour. PENSER L'APRES: INCLUSION Vs EXCLUSION; LA NOUVELLE DEFINITION DES FRONTIERES A L'ERE DE L'IA, DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DES PANDEMIES. The Conversation France, 2020. hal-02872773

HAL Id: hal-02872773

https://hal.science/hal-02872773

Submitted on 17 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

PENSER L'APRES : INCLUSION Vs EXCLUSION ; LA NOUVELLE DEFINITION DES FRONTIERES A L'ERE DE L'IA, DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DES PANDEMIES

AMIRA KADDOUR1 et LOTFI HAMZI2

(1) UR: Life - Université de Carthage, Tunisie - (2) Néoma Business School, France

De la mondialisation au confinement :

Mondialisation. globalisation, libéralisation financière. décloisonnement, commerce international, coopération et coalition, flux des capitaux et mobilité; des termes qui ont largement façonné l'ordre économique mondial depuis plus qu'un demi-siècle, basé sur des modèles de croissance favorisant les échanges internationaux stimulés par des incitations, des mesures d'allègement des restrictions et un essai de standardisation des procédures, tel que la théorie de J.H Willamms (1929) et la Politique du Trade Expansion Act de Kennedy en (1962). Alors que ces politiques de développement ont bien permis d'améliorer le bienêtre social et ont contribué à la génération des facteurs de croissance à travers le globe, des questions de base restent encore non-résolues tel que la pauvreté, l'équité sociale, la sous-alimentation, l'accès aux soins sanitaires, et plusieurs autres défis d'ordres démographiques et sociaux.

La crise actuelle causée par la plus grave pandémie de l'histoire contemporaine, vient pour rappeler le grand besoin de l'autosatisfaction d'une part, mais aussi de l'importance cruciale d'une coopération internationale réelle et effective, d'autre part, le rôle de l'Etat est plus qu'avant un concept à discuter. En effet ayant subi une réduction drastique, sous l'emprise des discours hégémoniques entre acteurs sociaux d'une part, et sous l'influence d'un modèle économique suscitant l'autorégulation du marché, la privatisation et le libéralisme accru d'autre part, la définition et la liaison du niveau de développement des nations et de la satisfaction

des besoins de base de la société trouvent leurs fortes limites face à cette période de pandémie. L'image des pénuries des équipements médicaux, des limites des capacités de la couverture sanitaire et de l'inefficacité des voies de distributions alimentaires, constituent désormais une véritable remise en question de la soutenabilité de ces modèles de croissance, non pas uniquement face à la crise du Covid-19 mais également face aux multiples défis futurs possibles.

Dans un monde toujours impacté par les inégalités et par une distribution des disparité de la. ressources économiques. l'interdépendance est un facteur déterminant de la mondialisation, qui restera toujours un pilier de développement. Toutefois la fermeture des frontières, les mouvements de rapatriement des étrangers et la fermeture des espaces aériens, laissent présager que le monde contemporain, tant présenté comme un monde sans frontières dépassant la définition de base des délimitations géographiques, est réellement un monde qui n'est pas prêt à affronter des défis mondiaux nécessitant une réponse et une synergie universelles.

Une nouvelle définition des frontières qui s'impose aux périodes d'exclusion :

Le retour au premier plan, dans le débat public, de la question de la frontière est l'un des faits politiques majeurs de la crise due à la pandémie de Covid-19. Celle-ci a révélé les limites d'un modèle régi par le principe de dérégulation des échanges et la liberté totale de circulation.

La maladie a mis en exergue deux réflexes contradictoires. Le premier se traduit par une course effrénée vers l'importation de médicaments et de masques pour protéger sa propre population. L'autre consiste à entraver la circulation des humains pour empêcher la propagation de la pandémie.

Ainsi, les frontières sont envisagées par certains comme une protection des communs, et la relocalisation des activités comme une manière de lutter contre le grand déménagement du monde. D'autres prennent pour prétexte la dénonciation de la mondialisation pour prôner la fermeture des frontières et justifier le rejet de l'immigration.

Dans le vieux continent, l'irruption du Covid-19 a mis entre parenthèses l'Europe sans passeport. C'est ainsi, à titre d'exemple, qu'après avoir déclaré le 11 mars que les fermetures de frontières ne sont pas la réponse adéquate, la chancelière Angela Merkel décidait cinq jours plus tard, la fermeture quasi-totale de ses liaisons avec la France, le Danemark, le Luxembourg, la Suisse et l'Autriche. Ainsi, l'idéal d'une Europe sans frontières se trouve sérieusement ébranlé au point que certains redoutent une cassure définitive de l'esprit Schengen.

De son côté, le président américain avait annoncé, le 20 mars alors que les USA ne déploraient que 150 morts, de nouvelles restrictions au passage de la frontière avec le Mexique, faisant clairement le lien entre migrations et Covid-19. Des mesures similaires seront prises postérieurement avec le Canada et le Brésil ce qui n'a pas empêché le pays à franchir la barre des 90 000 morts récemment.

Les défis futurs et l'importance de l'inclusion économique :

Contempler les tenants de la théorie des cycles économiques longs et les scénarios des futurs possibles, à l'image des grands défis climatiques mais aussi sanitaires, alertent les décideurs et la communauté internationale, à un passage à un nouveau cycle économique après 2020, environ 50 à 60 ans ; il s'agit principalement des travaux de *Kondratieff (1929)*. À la suite du dernier cycle commencé à partir de 1950, le nouvel ordre s'appuie sur un appel à la mise en place d'une économie inclusive basée à la fois sur une transition digitale et green et assurant une nouvelle relation entre l'Homme et la nature, mais aussi renforçant l'accointance entre l'économique, le social et l'environnemental. Il est entre autres crucial de dépasser les externalités négatives de la croissance économique actuelle.

Les mégas trends dressant les scénarios possibles de l'avenir, suggèrent l'urgence d'une réponse collective et harmonieuse permettant de juguler des défis multiples du réchauffement de la planète, d'un probable nouveau modèle des « réfugiés » des changements climatiques, de délimitation de l'empreinte carbone, d'épuisement des ressources naturelles, des mutations des métiers sous l'effet de l'intelligence artificielle et du probable nouveau chômage engendré, de la cybercriminalité, des nanotechnologies, et

dans l'ensemble de l'éthique d'utilisation et d'intégration des technologies avancées. Ainsi il sera un fait indéniable de nouer une relation efficiente entre valeur économique, acte légal et éthique globale.

Les efforts de la communauté internationale, définissant des conventions de coopération, à l'image de la COP21 et de l'Agenda des Nations Unies autour des Objectifs d'un Développement Durable ODD, visent à instaurer des facteurs de synergie et des orientations universelles communes, encourageant fortement la coopération. A titre d'exemple, dans sa définition de l'objectif 17, les Nations Unies stipulent que « Des partenariats efficaces entre les gouvernements, le secteur privé et la société civile sont nécessaires pour un programme de développement durable réussi. Ces partenariats inclusifs construits sur des principes et des valeurs, une vision commune et des objectifs communs qui placent les peuples et la planète au centre, sont nécessaires au niveau mondial, régional, national et local ». (ODD-NU Agenda 2030).

L'Intelligence artificielle : l'identifiant universel vers une inclusion dépassant l'exclusion :

En réponse à ces défis et marasmes annoncés, la mobilité de l'être humain, à côté d'un tracking plus standardisé des échanges de toutes natures, s'impose. Comment peut-on sécuriser cette mobilité alors que les problèmes d'accès aux données sont désormais limités par la bureaucratie et par la divergence de définition d'identité et d'immatriculation d'un pays à l'autre?

Le problème est plus important du côté de l'être humain du fait des multiples nouvelles tendances et évolution économique tel que l'inclusion financière mais aussi, la cybercriminalité et surtout le grand besoin d'un registre de santé universel.

Aujourd'hui, dans un monde connecté, l'IA pourra booster ces efforts de coopération, à travers des solutions d'identification universelles. De la reconnaissance faciale à la reconnaissance de l'iris, des solutions biométriques émergentes, viennent dépasser les failles des empreintes digitales, et peuvent donner des solutions futuristes aux problèmes de mobilité de l'Homme dans des conditions d'extrême danger, et de renforcer la coopération vers une économie inclusive et une meilleure équité sociale nationale et universelle.

Certes, la fermeture des frontières comme réponse aux grands risques de contagion d'une pandémie, a bien prouvé ses fondements, toutefois l'appel à une meilleure coordination, standardisation des actions et facteurs de synergie au sens global est plus que jamais un besoin important. Les

discussions des mesures de déconfinement et des actions mitigées, d'un pays à l'autre, d'ouverture d'espace des frontières et d'acceptation de l'autre, sont désormais le grand argument de ce besoin d'harmonie, de standardisation et des protocoles universels, que l'IA pourra fortement les faciliter.